



Après la crise, les femmes au cœur de la reprise! Journée internationale de la Femme 2011

La crise présente de grandes différences régionales

L'impact de la récente crise économique sur l'emploi a sévèrement affecté les hommes et les femmes dans le monde du travail. Les mesures de reprise doivent s'orienter vers des solutions novatrices pour créer des emplois décents afin de garantir aux femmes, comme aux hommes, un accès égal à une meilleure éducation et à une formation leur garantissant un travail.

Selon la Commission des Nations unies pour la condition de la femme, l'émergence de nouvelles professions et la reprise des emplois classiques devraient donner aux femmes les mêmes possibilités d'accéder à des carrières dans les sciences et la technologie qu'aux hommes. Dans les pays développés et de revenus moyens, le taux de chômage pour les femmes est en moyenne plus élevé que celui des hommes avant la crise, mais les pertes d'emplois dans des secteurs comme la manufacture et la construction, où les hommes sont traditionnellement plus présents, ont eu un plus grand impact sur le taux de chômage masculin. Comme les statistiques du BIT l'indiquent, dans «Tendances mondiales de l'emploi 2011», le taux de chômage masculin était de 6%, alors qu'il était de 6,5% pour les femmes.

Dans les économies développées et l'Union européenne, les tendances de la participation au marché du travail font davantage ressortir la différence d'impact de la crise entre les sexes. En effet, si le taux de participation pour les hommes est tombé de 69% en 2007 à 68.4% en 2009, il a augmenté de 52.7% à 53.1 pour les femmes pendant la même période. L'impact relativement plus fort sur l'emploi masculin est dû principalement au fait que les industries ont été plus affectées par la crise, entre autres, la construction et les services financiers, qui se caractérisent par une embauche plus fortement masculine. Le taux global de chômage masculin a cependant dépassé celui des femmes.

Globalement, le nombre de travailleurs pauvres s'est accru de 40 millions par rapport aux prévisions d'avant la crise, et la ventilation par sexe pour la catégorie "emplois vulnérables" montre qu'en 2009, 48.9% d'hommes et 51.8% de femmes ont dû faire face à l'énorme défi de la précarité alors qu'ils avaient la charge d'une famille ou travaillaient pour leur propre compte. Comme le fait ressortir le cas de l'Afrique sub-saharienne, il existe une nette ségrégation à l'encontre des femmes dans des secteurs qui se caractérisent généralement par un salaire bas, de longues heures de travail et des arrangements de travail souvent informels.

Avant la crise, l'Afrique sub-saharienne faisait déjà face à un défi quasi insurmontable, avec trois quarts de ses travailleurs occupant un emploi vulnérable et près de quatre travailleurs sur cinq vivant, avec leur famille, avec moins de deux dollars des Etats-Unis par jour. Les inégalités de genre ressortent de manière flagrante, les femmes occupant un nombre plus élevé d'emplois vulnérables que les hommes et les femmes étant plus confrontées que les hommes à la pauvreté dans 22 pays sur les 27 qui disposent de statistiques.

Taux d'activité par sexe, monde et régions (%)

Hommes	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Monde	79,2	79,0	79,0	78,8	78,7	78,5	78,4	78,2	78,1	77,9
Économies développées et Union européenne	70,2	69,8	69,4	69,1	68,9	68,9	69,0	69,0	69,0	68,4
Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) et CEI	68,1	67,9	67,6	67,1	67,5	67,9	68,2	68,8	69,4	69,9
Asie de l'Est	83,4	83,1	83,6	83,0	82,3	81,6	80,8	80,2	80,0	79,7
Asie du Sud-Est et Pacifique	83,5	83,6	83,4	83,3	83,3	82,8	82,5	82,1	81,8	81,7
Asie du Sud	83,3	83,3	83,4	83,4	83,4	83,4	83,3	83,0	82,8	82,6
Amérique latine et Caraïbes	80,6	80,3	80,2	80,0	80,2	80,2	80,5	80,2	80,1	79,9
Moyen-Orient	75,1	74,9	74,8	74,8	74,8	75,0	74,6	74,2	73,5	73,7
Afrique du Nord	76,2	76,1	75,9	75,8	75,8	75,7	75,7	75,5	75,6	75,6
Afrique subsaharienne	80,4	80,3	80,3	80,3	80,3	80,3	80,4	80,4	80,6	80,4
Femmes	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Monde	52,1	52,1	52,4	52,4	52,4	52,5	52,5	52,6	52,7	52,7
Économies développées et Union européenne	51,9	51,8	51,7	51,9	52,0	52,2	52,5	52,7	53,0	53,1
Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) et CEI	49,1	49,4	49,7	49,0	48,8	49,0	49,5	49,9	50,1	50,4
Asie de l'Est	70,3	70,0	70,3	69,7	69,0	68,3	67,6	67,2	66,8	66,5
Asie du Sud-Est et Pacifique	58,1	58,1	57,9	57,8	57,7	57,7	57,5	57,7	57,9	57,6
Asie du Sud	35,5	36,1	36,6	37,2	37,8	38,2	38,6	39,0	39,3	39,6
Amérique latine et Caraïbes	47,3	47,4	48,3	48,7	49,8	50,5	51,4	51,4	51,8	52,0
Moyen-Orient	22,6	22,8	23,1	23,4	23,8	24,1	24,3	24,5	24,6	24,8
Afrique du Nord	26,2	26,1	26,2	26,7	27,0	27,1	27,2	27,3	27,5	27,6
Afrique subsaharienne	59,4	59,7	59,9	60,2	60,5	60,7	60,9	61,0	61,3	61,3

Source : BIT, *Modèles économétriques des tendances*, octobre 2010

Les femmes les plus pauvres sont le plus durement touchées

Bien que la crise économique ait démarré dans les pays développés, ce sont les populations pauvres et vulnérables des pays en voie de développement, en particulier les femmes, qui souffrent de l'impact et des conséquences de la crise.

En Thaïlande, les secteurs affectés furent l'industrie minière, électrique, du gaz et de l'eau, l'immobilier et les services du commerce, la manufacture, les transports et le stockage, et la communication. Sur les cinq secteurs, trois ont connu des pertes d'emploi essentiellement masculines. C'est seulement dans le secteur de la manufacture, de l'électricité, du gaz et de l'eau que les pertes d'emploi étaient supérieures chez les femmes. Les baisses du taux d'emploi était plus accusées pour les hommes que pour les femmes, mais le taux de chômage féminin en Thaïlande a fortement augmenté du fait que la crise a durement frappé le secteur de la manufacture qui comptait 18% de la force ouvrière féminine avant l'arrivée de la crise. Les travailleuses de la manufacture ont souvent peu de qualifications et sont relativement remplaçables. En cas de compressions de personnel, elles sont en but à une âpre concurrence dans la recherche d'un nouvel emploi car elles représentent une force de travail non-qualifiée bien supérieure à la demande du marché. Elles n'ont guère d'autre option que de prendre des emplois mal rémunérés dans le secteur informel, dans l'attente de jours meilleurs. Les travailleurs récemment licenciés, quant à eux, semblent avoir plus d'options, ce qui leurs donnent de meilleures chances de retrouver un emploi.

La crise est arrivée à la suite de récentes augmentations de prix dans l'alimentation, ce qui a eu de lourdes conséquences sur les femmes et leurs enfants dans les pays pauvres. La baisse de croissance dans les pays souffrant déjà de taux élevés de mortalité infantile et juvénile et/ou de faibles niveaux d'éducation féminine rend les femmes et les filles très vulnérables aux effets de la crise. Leur situation est d'autant plus précaire dans le sous-ensemble de pays où l'absence de moyens financiers réduit la capacité des gouvernements à limiter les effets négatifs de la crise sur cette catégorie de population.

Politiques de reprise: tous les moyens sont-ils bons pour les femmes?

Certaines mesures d'austérité peuvent affecter de manière négative la situation financière des femmes, en particulier des femmes les plus vulnérables :

- Les coupures dans les emplois du secteur public et dans le financement des organisations caritatives, car ces domaines emploient davantage de femmes que d'hommes ;
- Les coupures dans la protection sociale, comme les prestations pour enfants et les garderies d'enfants, car elles touchent les mères célibataires et les femmes à bas revenus ; et
- Les coupures dans les régimes de retraite financés par les impôts, car le système favorise les travailleurs de l'économie formelle qui ont contribué de nombreuses années et bénéficient d'un revenu élevé, sans interruption de carrière. Ces caractéristiques mettent de côté beaucoup de femmes.

Les gouvernements qui avaient déjà des plans de protection sociale avant la crise ont été plus à même de faire face à ses retombées négatives. L'impact de la crise sur les ménages a ainsi été adouci et la chute de la demande d'emplois, toutes catégories confondues, allégée. Les systèmes de sécurité sociale ne s'adressent pas seulement aux besoins sociaux, ils sont aussi une nécessité économique. La reprise économique montre que, plus que jamais, la sécurité sociale est l'un des piliers de la croissance, plutôt qu'une charge pour la société.

En Afrique du sud, le programme des travaux publics, qui couvre les projets de transport et d'irrigation, va accorder plus d'attention aux soins à domicile et aux établissements de soins de santé publique. Le programme cible les chefs de ménage pauvres et doit bénéficier aux femmes, lesquelles sont traditionnellement moins représentées dans les programmes de travaux publics. Quatre millions et demi d'emplois de 100 jours doivent ainsi être créés, période qui comprend les possibilités d'acquérir les aptitudes nécessaires à ces emplois.

La politique de soutien de l'OIT pour une reprise qui bénéficie aux femmes

La résolution de la Conférence internationale du Travail, en 2009, concernant l'égalité entre femmes et hommes au cœur du travail décent, a mis l'accent sur le fait que « *la crise actuelle a de graves conséquences sur le monde du travail car des entreprises ferment et des travailleurs perdent leur emploi* »... « *Les plans de relance, en temps de crise économique, doivent prendre en compte les conséquences pour les femmes et pour les hommes et inclure les questions liées à l'égalité femmes-hommes dans l'ensemble des mesures. Les mesures à court terme peuvent inclure la création d'emplois et la préservation des emplois existants, des mesures de remplacement du revenu afin d'aider les femmes et les hommes à prendre soin de membres de leur famille, la formation et la reconversion professionnelles ainsi que le soutien aux petites et moyennes entreprises (PME). Ces mesures devraient être compatibles avec les objectifs à long terme d'un développement économique, social, durable, respectueux de l'environnement et de l'égalité femmes-hommes.* »

Le Pacte mondial pour l'emploi, adopté en 2009 par les pays membres de l'OIT, a réitéré ce message, précisant que « *la crise actuelle devrait être considérée comme une occasion de définir de nouvelles mesures visant à promouvoir l'égalité entre hommes et femmes.* »

Plusieurs gouvernements ont instauré des mesures d'austérité qui ont bénéficié aux femmes. Ces politiques ont été mises en place par 17 pourcent des pays à revenus plus élevés, ce qui a eu pour conséquence d'augmenter le taux d'emploi des femmes. Parmi ces mesures, certaines facilitaient l'accès des femmes et des filles à l'éducation, à la formation, aux sciences et à la technologie. De telles politiques deviennent populaires car elles sont susceptibles de conduire à un meilleur accès des femmes au plein emploi et au travail décent, sur le même pied d'égalité que les hommes. La liste ci-dessous donne une idée des types de mesures en question :

- requalification, formation et protection contre le chômage, allocations de chômage et mesures de protection à l'égard des travailleuses (Chili, Singapour, République de Corée) ;
- initiatives encourageant les femmes à retourner travailler après un congé maternité, incitation à prendre un congé paternité pour les hommes, et services de garde d'enfants plus accessibles (Canada, Lettonie, Hongrie, Japon, Espagne) ;
- instauration de quotas pour l'embauche de femmes à travers des programmes d'emploi garanti visant les ménages les plus pauvres (Inde) ;
- mesures "Un travail: un salaire", qui ont incité les travailleurs à bas salaires à prendre part au marché du travail en leur accordant des crédits d'impôts (Etats-Unis d'Amérique) ;
- régimes de travail partagé, qui permettent aux travailleurs sans contrat régulier de travailler et évitent le renvoi de travailleurs en baissant le nombre d'heures travaillées de tous pendant une certaine période (Japon, Allemagne) ;
- programmes de remises d'espèces pour les ménages pauvres (Chili, Mexique, Argentine, Brésil) ;
- microcrédit (Cambodge) ;
- programmes du Service public de l'emploi (Inde, Kenya, Népal) ;
- recyclage de chômeurs dans de nouveaux emplois qui cassent les stéréotypes de genre, tout particulièrement destiné aux personnes ayant des responsabilités familiales (Malte, Portugal) ; et
- maintien/augmentation des salaires minimums, dans la mesure où les femmes sont moins payées que les hommes en raison de l'écart salarial entre les sexes (la plupart des pays de l'Union européenne).

L'égalité entre hommes et femmes et l'autonomisation économique des femmes sont des conditions essentielles pour parvenir à un développement efficace et durable et promouvoir une économie dynamique. Il est important de reconnaître l'importance de la contribution des femmes à la reprise économique des pays et pour cela, elles doivent donc être incluses dans le dialogue social et les processus décisionnels. Les politiques de relance ont besoin de renforcer leurs composantes sexo-spécifique pour atténuer et prévenir les divers effets sur les femmes et les hommes dans l'avenir.

Bureau pour l'égalité entre hommes et femmes (GENDER)

Bureau international du Travail

4, route des Morillons

CH - 1211 Geneva 22

Tél.: +41 22 799 6730

Fax: +41 22 799 6388

Courriel: gender@ilo.org

www.ilo.org/gender